

Vu la délibération du gouverneur de la province de Flandre orientale du 1 août 2023 portant l'approbation du cadre organique 2024 de la zone de police d'Aalter/Maldegem ;

Vu l'approbation implicite du gouverneur de la province de Flandre orientale portant le budget 2024 de la zone de police d'Aalter/Maldegem ;

Considérant que la police locale de la nouvelle zone de police est instituée lorsqu'il est établi que les conditions fixées à l'article 257quinquies/5 LPI sont remplies ; que ces conditions sont réalisées à l'exception de l'établissement du compte de fin de gestion par les zones de police anciennes et la nouvelle zone de police ;

Considérant que l'institution de la police locale de la nouvelle zone de police est indispensable, puisqu'elle met fin à l'existence des zones de police anciennes ; que, dans l'attente de celle-ci, les organes de gestion des zones de police anciennes et de la zone de police nouvelle ne peuvent en effet exercer leurs compétences que de manière limitée ;

Considérant que la nouvelle zone de police s'engage de fournir et d'approuver les comptes de fin de gestion dans un délai de trois mois après l'institution de la police locale ; qu'il est désormais opportun de laisser continuer l'institution de la police locale avec respect de cet engagement ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La police locale de la zone de police de "Aalter/Maldegem" est instituée à la date du 1^{er} janvier 2024.

Art. 2. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Oost-Vlaanderen van 1 augustus 2023 houdende goedkeuring van de personeelsformatie 2024 van de politiezone Aalter/Maldegem;

Gelet op de impliciete goedkeuring van de gouverneur van de provincie Oost-Vlaanderen houdende de begroting 2024 van de politiezone Aalter/Maldegem;

Overwegende dat de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone plaatsvindt wanneer wordt vastgesteld dat de voorwaarden, zoals bepaald in het artikel 257quinquies/5 WGP, zijn vervuld; dat deze voorwaarden zijn verwezenlijkt met uitzondering van de opmaak en goedkeuring van de eindrekening door de vorige politiezones en de nieuwe politiezone;

Overwegende dat het echter noodzakelijk is dat de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone geschiedt, daar ze een einde stelt aan het bestaan van de vorige politiezones; dat in afwachting hiervan de beheersorganen van de vorige politiezones en de nieuwe politiezone hun bevoegdheden immers enkel op beperkte wijze kunnen uitoefenen;

Overwegende dat de nieuwe politiezone zich engageert om de eindrekeningen binnen een termijn van drie maanden na de instelling van de lokale politie te voorzien en goed te keuren; dat het bijgevolg opportuun is om de instelling van de lokale politie doorgang te laten vinden met inachtneming van dit engagement;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De lokale politie van de politiezone "Aalter/Maldegem" wordt ingesteld op datum van 1 januari 2024.

Art. 2. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/206855]

18 DECEMBRE 2023. — Loi portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation transfrontalières

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières.

CHAPITRE 2. — Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1^o fusion transfrontalière: l'opération visée dans la Partie 4, Livre 12, Titre 6, du Code des sociétés et des associations;

2^o scission transfrontalière: l'opération visée dans la Partie 4, Livre 12, Titre 7, du Code des sociétés et des associations;

3^o transformation transfrontalière: l'opération visée dans la Partie 4, Livre 14, Titre 1^{er}, Chapitre 3, du Code des sociétés et des associations;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/206855]

18 DECEMBER 2023. — Wet houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende het medezeggenschap van de werknemers in vennootschappen ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen.

HOOFDSTUK 2. — Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1^o grensoverschrijdende fusie: de operatie bedoeld in Deel 4, Boek 12, Titel 6, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2^o grensoverschrijdende splitsing: de operatie bedoeld in Deel 4, Boek 12, Titel 7, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

3^o grensoverschrijdende omzetting: de operatie bedoeld in Deel 4, Boek 14, Titel 1, Hoofdstuk 3, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

4° société issue de la fusion transfrontalière: la société résultant de la fusion de sociétés constituées en conformité avec la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur d'un État membre, si deux d'entre elles au moins relèvent de la législation d'États membres différents;

5° société bénéficiaire: société issue d'une scission transfrontalière;

6° société transformée: société constituée dans l'État membre de destination en conséquence d'une transformation transfrontalière;

7° État membre de destination: l'État membre dans lequel une société transformée est immatriculée à la suite d'une transformation transfrontalière;

8° filiale: filiale d'une société, telle que définie dans la Partie 1^{ère}, Livre 1^{er}, Titre 4, du Code des sociétés et des associations;

9° groupe spécial de négociation: le groupe constitué en vertu de la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008 concernant la participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux, modifiée par la convention collective n° 94/1 du 22 décembre 2022, afin de négocier avec l'organe compétent des sociétés participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières, la fixation de modalités relatives à la participation des travailleurs, au sein de la société issue de la fusion ou de la scission ou de la transformation transfrontalières;

10° groupe de représentation: l'organe représentant les travailleurs, institué sur la base des accords négociés par le groupe spécial de négociation et l'organe compétent des sociétés participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières;

11° participation: l'influence qu'a l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs sur les affaires d'une société:

a) en exerçant leur droit d'élire ou de désigner certains membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société;

ou

b) en exerçant leur droit de recommander la désignation d'une partie ou de l'ensemble des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société et/ou de s'y opposer;

12° travailleurs: les personnes qui en vertu d'un contrat de travail ou d'apprentissage, fournissent des prestations de travail;

13° États membres: les États membres de l'Union européenne et les autres États membres de l'Espace économique Européen, visés par la directive 2019/2121.

CHAPITRE 3. — Droit applicable

Art. 4. Sans préjudice de l'article 6, les règles relatives à la création du groupe spécial de négociation, à la procédure de négociation, et au contenu de l'accord fixant les modalités de participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion transfrontalière ou de la société bénéficiaire ou de la société transformée, sont soumises à la loi de l'État membre dans lequel est situé le siège statutaire de cette société.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 6, les règles relatives à l'institution et au fonctionnement de l'organe de représentation ainsi qu'au fonctionnement de la procédure relative à la participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion ou de la société bénéficiaire ou de la société transformée, sont soumises à la loi de l'État membre dans lequel est situé le siège statutaire de cette société.

Art. 6. Les règles relatives au calcul du nombre de travailleurs occupés, à la notion de travailleurs et au mode d'élection ou de désignation des membres du groupe spécial de négociation, des membres de l'organe de représentation et des représentants des travailleurs sont régies par la loi de l'État membre dans lequel se situent les établissements ou les filiales concernés.

4° uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap: de vennootschap ontstaan uit de fusie van vennootschappen die in overeenstemming met de wetgeving van een lidstaat zijn opgericht, en hun statutaire zetel, hun hoofdbestuur of hun hoofdvestiging binnen een lidstaat hebben, indien ten minste twee daarvan onder de wetgeving van verschillende lidstaten ressorteren;

5° verkrijgende vennootschap: een vennootschap ontstaan uit een grensoverschrijdende splitsing;

6° omgezette vennootschap: een vennootschap die in een lidstaat van bestemming wordt opgericht ten gevolge van een grensoverschrijdende omzetting;

7° lidstaat van bestemming: de lidstaat waarin een omgezette vennootschap wordt geregistreerd ten gevolge van een grensoverschrijdende omzetting;

8° dochtervennootschap: dochtervennootschap van een vennootschap, zoals gedefinieerd in Deel 1, Boek 1, Titel 4, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

9° bijzondere onderhandelingsgroep: de groep die werd samengesteld krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008 betreffende werknemersmedezeggenschap in de uit grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschappen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 22 december 2022 teneinde met het bevoegde orgaan van de bij de grensoverschrijdende fusie, of splitsing of omzetting betrokken vennootschappen te onderhandelen over de vaststelling van regelingen met betrekking tot het medezeggenschap van de werknemers in vennootschap betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting;

10° vertegenwoordigingsorgaan: het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt, ingesteld op basis van de overeenkomsten onderhandeld door de bijzondere onderhandelingsgroep of het bevoegde orgaan van de bij de grensoverschrijdende fusie, of splitsing of omzetting betrokken vennootschappen;

11° medezeggenschap: de invloed van het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of van de werknemersvertegenwoordigers op de gang van zaken bij een vennootschap via:

a) het recht om een aantal leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap te kiezen of te benoemen;

of

b) het recht om met betrekking tot de benoeming van een aantal of alle leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap aanbevelingen te doen of bezwaar te maken;

12° werknemers: de personen die arbeid verrichten krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst;

13° lidstaten: de lidstaten van de Europese Unie en de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte, bedoeld in de Richtlijn 2019/2121.

HOOFDSTUK 3. — Toepasselijk recht

Art. 4. Onverminderd artikel 6, zijn de regels betreffende de instelling van de bijzondere onderhandelingsgroep, de overlegprocedure, en de inhoud van het akkoord tot vaststelling van de modaliteiten van de medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, of de verkrijgende vennootschap of de omgezette vennootschap, onderworpen aan het recht van de lidstaat waar de statutaire zetel van deze vennootschap gelegen is.

Art. 5. Onverminderd artikel 6, zijn de regels betreffende de instelling en de werking van het vertegenwoordigingsorgaan, en de werking van de procedure betreffende het medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, of de verkrijgende vennootschap of de omgezette vennootschap, onderworpen aan het recht van de lidstaat waar de statutaire zetel van deze vennootschap gelegen is.

Art. 6. De regels betreffende de berekening van het aantal tewerkgestelde werknemers, het begrip werknemers en de wijze van verkiezing of aanwijzing van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, de leden van het vertegenwoordigingsorgaan en de werknemersvertegenwoordigers zijn onderworpen aan het recht van de lidstaat waar de betrokken vestigingen of dochtervennootschappen gelegen zijn.

Art. 7. Le statut des membres du groupe spécial de négociation, des membres de l'organe de représentation et des représentants des travailleurs est régi par la loi de l'État membre dans lequel se situe l'employeur de ces représentants. En cas de conflit de loi, la loi régissant ce statut est déterminée conformément à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles faite à Rome le 19 juin 1980, pour les contrats de travail conclus avant le 18 décembre 2009 et conformément au règlement n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, pour les contrats de travail conclus à partir du 18 décembre 2009.

CHAPITRE 4. — *Informations confidentielles*

Art. 8. Les membres du groupe spécial de négociation et de l'organe de représentation, ainsi que les experts qui les assistent éventuellement, sont tenus de ne pas divulguer des informations qui leur ont été communiquées à titre confidentiel.

Cette règle vaut également pour les représentants des travailleurs qui reçoivent des informations dans le cadre des procédures d'information et de consultation et pour les représentants des travailleurs qui siègent dans l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion, de la société bénéficiaire ou de la société transformée, ou qui participent à l'assemblée générale de cette société.

Art. 9. L'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion ou de la société bénéficiaire ou de la société transformée ou des filiales de ces sociétés est autorisé à ne pas communiquer les informations suivantes, lorsque leur nature est telle que, selon des critères objectifs, leur communication entraverait gravement le fonctionnement de la société ou lui porterait préjudice:

1° les informations sur les marges de distribution;

2° le chiffre d'affaires en valeur absolue et la ventilation par entreprise participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières;

3° le niveau et l'évolution des prix de revient et des prix de vente unitaires;

4° les données sur la répartition des coûts par produit ou par entreprise participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières;

5° en matière de programme et de perspectives générales d'avenir des entreprises dans le secteur de la distribution: les projets d'implantation de nouveaux points de vente;

6° les informations en matière de recherche scientifique;

7° la répartition par entreprise participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières, des données relatives au compte de résultats.

Cette règle vaut également pour l'organe de surveillance ou d'administration de chaque société participant à la fusion ou la scission ou la transformation transfrontalières, ainsi que pour les filiales de chacune de ces sociétés.

La liste des informations visées à l'alinéa 1^{er} peut être adaptée par le Roi.

CHAPITRE 5. — *Protection contre le licenciement*

Art. 10. Les membres du groupe spécial de négociation, les membres de l'organe de représentation, les représentants des travailleurs exerçant leur fonction dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation et les représentants des travailleurs siégeant dans l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion, de la société bénéficiaire ou de la société transformée, bénéficient du régime de licenciement particulier prévu par la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel.

Les représentants des travailleurs participant à l'assemblée générale qui sont des travailleurs de la société issue de la fusion transfrontalière ou des travailleurs de la société bénéficiaire ou des travailleurs de la société transformée, ou des filiales ou établissements de ces sociétés ou d'une société participant à la fusion ou à la scission ou à la transformation transfrontalières, bénéficient également du régime particulier de licenciement visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. Het statuut van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, de leden van het vertegenwoordigingsorgaan en de werknemersvertegenwoordigers wordt beheerst door het recht van de lidstaat waar de werkgever van deze vertegenwoordigers gevestigd is. In geval van een wetconflict, wordt het recht dat dit statuut beheerst bepaald overeenkomstig het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, opgemaakt te Rome op 19 juni 1980, voor arbeidsovereenkomsten gesloten voor 18 december 2009 en overeenkomstig Verordening nr. 593/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, voor arbeidsovereenkomsten gesloten vanaf 18 december 2009.

HOOFDSTUK 4. — *Vertrouwelijke informatie*

Art. 8. De leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en van het vertegenwoordigingsorgaan, alsook de deskundigen die hen eventueel bijstaan, zijn ertoe gehouden om geen inlichtingen te verspreiden die hen ten vertrouwelijke titel werden meegedeeld.

Deze regel geldt eveneens voor de werknemersvertegenwoordigers die inlichtingen ontvangen in het kader van procedures ter informatie en raadpleging en voor de werknemersvertegenwoordigers die zetelen in het toezichthoudend of bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap of de verkrijgende vennootschap of de omgezette vennootschap of die deelnemen aan de algemene vergadering van deze vennootschap.

Art. 9. Het toezichts- of bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, of de verkrijgende vennootschap of de omgezette vennootschap is gemachtigd om de volgende inlichtingen niet mee te delen, indien zij van die aard zijn dat, volgens objectieve criteria, hun bekendmaking de werking van de onderneming ernstig zou kunnen belemmeren of haar schade zou kunnen berokkenen:

1° de inlichtingen betreffende de distributiemarges;

2° de omzet uitgedrukt in absolute waarde en de uitsplitsing voor elke onderneming betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting;

3° het niveau en de evolutie van de kost- en verkoopprijzen per eenheid;

4° de gegevens over de verdeling van de kosten per product of per onderneming betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting;

5° inzake het programma en de algemene toekomstvooruitzichten van de ondernemingen in de distributiesector: de voorgenomen inplanting van nieuwe verkooppunten;

6° de inlichtingen met betrekking tot het wetenschappelijk onderzoek;

7° de uitsplitsing van de gegevens betreffende de resultatenrekening per onderneming betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting.

Deze regel geldt eveneens voor het toezichts- of bestuursorgaan van elke vennootschap betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting, alsook voor de dochtervennootschappen van elk van deze vennootschappen.

De lijst met inlichtingen bedoeld in het eerste lid kan worden gewijzigd door de Koning.

HOOFDSTUK 5. — *Ontslagbescherming*

Art. 10. De leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, de leden van het vertegenwoordigingsorgaan, de werknemersvertegenwoordigers die hun taak vervullen in het kader van een procedure ter informatie en raadpleging en de werknemersvertegenwoordigers die zetelen in het toezichts- of bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap of de verkrijgende vennootschap of de omgezette vennootschap, genieten van de bijzondere ontslagregeling bepaald bij de wet van 19 maart 1991 houdende een bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden.

De werknemersvertegenwoordigers die deelnemen aan de algemene vergadering, die werknemers zijn van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap of werknemers van de verkrijgende vennootschap of werknemers van de omgezette vennootschap, of van de dochtervennootschappen of vestigingen van deze vennootschappen of van een vennootschap betrokken bij de grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting, genieten eveneens van de bijzondere ontslagregeling bedoeld in het eerste lid.

Les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} et 2, leurs suppléants, ainsi que les candidats à ces mandats, bénéficient du régime particulier contre tout licenciement survenant pendant une période débutant le trentième jour précédant leur désignation ou leur élection.

Sauf reconduction ou prolongation du mandat, cette période prend fin au terme du mandat, tel qu'il est prévu lors de la désignation ou de l'élection.

CHAPITRE 6. — Procédure judiciaire et surveillance

Art. 11. Tout différend relatif à l'application de l'article 8 et de l'article 9 relève de la compétence du président du tribunal du travail du lieu du siège de l'organe de surveillance ou d'administration. Le président statue en dernier ressort selon la procédure prévue aux articles 1.035, 1.036, 1.038 et 1.041 du Code judiciaire. Les débats ont lieu en chambre du conseil.

Lorsque la demande est introduite sur la base de l'article 9 ou lorsqu'elle est introduite sur la base de l'article 8, par une autre personne que celles visées dans cet article 8, le président du tribunal du travail détermine, après rapport de l'auditeur du travail, les informations susceptibles d'être divulguées. Seuls le président du tribunal et l'auditeur du travail ont connaissance de l'ensemble du dossier. Le rapport du Ministère public et la décision ne mentionnent pas les informations confidentielles.

Art. 12. Les organisations représentatives des travailleurs, visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, a) et b), de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie peuvent ester en justice dans tout différend relatif à l'application de la présente loi.

Art. 13. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect des dispositions relatives à la participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion, la scission ou la transformation transfrontalières.

Les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE 7. — Modification du Code judiciaire

Art. 14. Dans l'article 582 du Code judiciaire, le point 12^o, inséré par la loi du 19 juin 2009, est remplacé par ce qui suit:

"12^o des contestations relatives à l'institution et au fonctionnement du groupe spécial de négociation et de l'organe de représentation ainsi que des contestations relatives aux procédures concernant la participation des travailleurs dans la société issue d'une fusion, scission ou transformation transfrontalière, à l'exception de la procédure particulière instituée à l'article 11 de la loi du 18 décembre 2023 portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution du groupe spécial de négociation et de l'organe de représentation ainsi qu'en ce qui concerne les procédures relatives à la participation des travailleurs dans la société issue d'une fusion, scission ou transformation transfrontalière."

Art. 15. L'article 587^{sexies} du Code judiciaire, inséré par la loi du 19 juin 2009, est remplacé comme suit:

"Art. 587^{sexies}. Le président du tribunal du travail statue sur les demandes formées en vertu de l'article 11 de la loi du 18 décembre 2023 portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution du groupe spécial de négociation et de l'organe de représentation ainsi qu'en ce qui concerne les procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues d'une fusion, scission ou transformation transfrontalière."

CHAPITRE 8. — Modification du Code pénal social

Art. 16. Dans l'article 191, § 7, du Code pénal social, inséré par la loi du 29 février 2016, les mots "à la convention collective de travail n^o 94 du 29 avril 2008, conclue au sein du Conseil national du Travail, concernant la participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux" sont remplacés par les mots "aux conventions collectives de travail, conclues au sein du Conseil national du Travail, concernant la participation des travailleurs dans les sociétés issues d'une fusion ou d'une scission ou d'une transformation transfrontalières".

De werknemers bedoeld in het eerste en tweede lid, hun vervangers, alsook de kandidaten voor deze mandaten, genieten van de bijzondere ontslagregeling voor elk ontslag dat plaatsvindt in een periode die aanvangt de dertigste dag voorafgaand aan hun aanwijzing of hun verkiezing.

Tenzij het mandaat wordt vernieuwd of verlengd, neemt deze periode een einde bij afloop van de termijn van het mandaat, zoals bepaald bij de aanwijzing of de verkiezing.

HOOFDSTUK 6. — Gerechtelijke procedure en toezicht

Art. 11. Elk geschil gerezen naar aanleiding van de toepassing van artikel 8 en 9 valt onder de bevoegdheid van de voorzitter van de arbeidsrechtbank van de plaats van de zetel van het toezichts- of bestuursorgaan. De voorzitter doet in laatste aanleg uitspraak volgens de procedure bepaald in de artikelen 1.035, 1.036, 1.038 en 1.041 van het Gerechtelijk Wetboek. De debatten vinden plaats in de raadkamer.

Indien een verzoek wordt ingediend op grond van artikel 9 of indien een verzoek wordt ingediend op grond van artikel 8, door een andere persoon dan deze bedoeld in dit artikel 8, bepaalt de voorzitter van de arbeidsrechtbank, na verslag van de arbeidsauditeur, welke inlichtingen mogen worden verspreid. Enkel de voorzitter van de rechtbank en de arbeidsauditeur hebben kennis van het hele dossier. Het verslag van het Openbaar Ministerie en de beslissing vermelden de vertrouwelijke inlichtingen niet.

Art. 12. De representatieve organisaties van werknemers bedoeld in artikel 14, § 1, tweede lid, 4^o, a) en b), van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, kunnen bij de arbeidsrechten een vordering indienen tot beslechting van alle geschillen in verband met de toepassing van de wet.

Art. 13. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van de bepalingen betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de vennootschap ontstaan uit de grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting.

De inbreuken op de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

De sociaal inspecteurs beschikken over de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 23 tot 39 van het Sociaal Strafwetboek wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK 7. — Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 14. In artikel 582 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt de bepaling onder 12^o, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2009, vervangen als volgt:

"12^o de geschillen betreffende de instelling en de werking van de bijzondere onderhandelingsgroep, het vertegenwoordigingsorgaan alsook de geschillen betreffende de procedures aangaande het medezeggenschap van de werknemers in vennootschappen betrokken bij een grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting, met uitzondering van de bijzondere procedure ingesteld bij artikel 11 van de wet van 18 december 2023 houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende het medezeggenschap van de werknemers in vennootschappen ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting."

Art. 15. Artikel 587^{sexies} van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 587^{sexies}. De voorzitter van de arbeidsrechtbank doet uitspraak over de verzoeken ingesteld krachtens artikel 11 van de wet van 18 december 2023 houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende het medezeggenschap van de werknemers in ondernemingen ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting."

HOOFDSTUK 8. — Wijziging van het Sociaal Strafwetboek

Art. 16. In artikel 191, § 7, van het Sociaal Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 29 februari 2016, worden de woorden "met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende werknemersmedezeggenschap in de uit grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschappen" vervangen door de woorden "met de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het medezeggenschap van de werknemers in de vennootschappen ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie, of splitsing of omzetting".

Art. 17. L'article 192, alinéa 5, du Code pénal social, inséré par la loi du 29 février 2016, est remplacé par ce qui suit:

"La même sanction s'applique en cas d'infraction à l'article 8 de la loi du 18 décembre 2023 portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation transfrontalières, et à ses arrêts d'exécution, commise par un membre du groupe spécial de négociation, par un membre de l'organe de représentation, par un représentant des travailleurs exerçant ses fonctions dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs, par un représentant des travailleurs siégeant dans l'organe de surveillance ou d'administration d'une société issue d'une fusion ou d'une scission ou d'une transformation transfrontalière, ou participant à l'assemblée générale de cette société, ainsi que par un expert qui les assiste."

CHAPITRE 9. — Dispositions finales

Art. 18. La loi du 19 juin 2009 portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux et la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux sont abrogées.

Art. 19. L'arrêté royal du 1^{er} février 2010 portant exécution de l'article 8 de la loi du 19 juin 2009 portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à la participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux est abrogé.

Art. 20. La présente loi produit ses effets le 16 juin 2023 à l'exception des articles 16 et 17 qui entrent en vigueur dix jours après la publication de cette loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

Chambre des représentants (www.lachambre.be):

Documents: Doc 55 3654/ (2023/2024):

001: Projet de loi.

002: Rapport

003: Texte adopté par la commission.

004: Texte adopté par la séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral: 14 décembre 2023

Art. 17. Artikel 192, vijfde lid, van het Sociaal Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 29 februari 2016, wordt vervangen als volgt:

"Dezelfde sanctie is van toepassing in geval van inbreuk op artikel 8 van de wet van 18 december 2023 houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende het medezeggenschap van de werknemers in vennootschappen ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting, en de uitvoeringsbesluiten ervan, gepleegd door een lid van de bijzondere onderhandelingsgroep, door een lid van het vertegenwoordigingsorgaan, door een werknemersvertegenwoordiger die zijn opdrachten uitoefent in het kader van een procedure tot informatie en raadpleging van de werknemers, door een werknemersvertegenwoordiger die zetelt in het toezichts- of bestuursorgaan van een vennootschap ontstaan uit een grensoverschrijdende fusie of splitsing of omzetting, of die deelneemt aan de algemene vergadering van deze vennootschap, evenals door een deskundige die hen bijstaat."

HOOFDSTUK 9. — Slotbepalingen

Art. 18. De wet van 19 juni 2009 houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende de medezeggenschap van de werknemers in ondernemingen ontstaan ten gevolge van een grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen en de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende de medezeggenschap van de werknemers in ondernemingen ontstaan ten gevolge van een grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen worden opgeheven.

Art. 19. Het koninklijk besluit van 1 februari 2010 tot uitvoering van artikel 8 van de wet van 19 juni 2009 houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende het medezeggenschap van de werknemers in ondernemingen ontstaan ten gevolge van een grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen wordt opgeheven.

Art. 20. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 16 juni 2023 met uitzondering van de artikelen 16 en 17 die in werking treden tien dagen na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: Doc 55 3654/ (2023/2024):

001: Wetsontwerp.

002: Verslag.

003: Tekst aangenomen door de commissie.

004: Tekst aangenomen door de plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal verslag: 14 december 2023